



Parenté et pratiques généalogiques dans la noblesse française à l'époque moderne

Elie Haddad

► To cite this version:

Elie Haddad. Parenté et pratiques généalogiques dans la noblesse française à l'époque moderne. Stéphane Jettot et Marie Lezowski (dir.), L'entreprise généalogique. Pratiques sociales et imaginaires en Europe (XVe-XXe siècle), Peter Lang, 2016. <hal-02955595>

HAL Id: hal-02955595

<https://hal.science/hal-02955595v1>

Submitted on 14 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Parenté et pratiques généalogiques dans la noblesse française à l'époque moderne

Introduction

En France, l'essor de l'écriture généalogique s'est fait surtout au XVII^e siècle : non que cette pratique n'existât pas auparavant, mais elle était quantitativement peu importante, éparse et largement restreinte aux plus hautes couches de l'aristocratie¹. Pour qui étudie la parenté et la noblesse à l'époque moderne, il y a là un phénomène important : certains travaux anthropologiques ont en effet montré la nécessité de prendre en compte le langage et les conceptions vernaculaires de la généalogie avant de l'utiliser comme outil des sciences sociales, ce langage et ces conceptions étant intimement liés à la transmission, à la structuration de la parenté, aux conceptions de l'hérédité, ainsi qu'à la pensée locale de la relation entre les vivants et les morts².

L'essor de la production généalogique interroge d'autant plus qu'il s'accompagne d'une transformation des types de généalogies publiées et des fondements intellectuels de leur réalisation, davantage appuyés sur une érudition critique. Il implique donc non seulement les représentations de la parenté nobiliaire, mais aussi celles de la noblesse elle-même, puisque celle-ci se transmet de génération en génération. La progressive prépondérance d'une activité généalogique fondée sur le soupçon participe des mutations profondes du second ordre, et pas seulement des évolutions des pratiques intellectuelles érudites. C'est précisément cette articulation entre changements des pratiques généalogiques, de la conception de la parenté nobiliaire et de la définition du second ordre à l'époque moderne qui fait l'objet de cet article.

Pratiques généalogiques et caractère immémorial de la noblesse au XVI^e siècle

Au XVI^e siècle, l'écriture généalogique est liée à des lieux ou des moments spécifiques de la vie nobiliaire, lesquels ne concernent pas l'ensemble des familles du second ordre. En outre, ils répondent à des enjeux sociaux de nature variée, d'où la diversité des formes que prennent les pratiques généalogiques. Toutes ont cependant en commun d'être d'abord fondées sur un système coutumier de la preuve qui ne laisse qu'une faible place à l'ancienneté.

Ainsi, les enquêtes monarchiques, menées depuis le XIV^e siècle par les cours des Aides au niveau local ou sur des familles, ne sont diligentées qu'en cas de litiges, généralement à la demande des communautés villageoises contre ceux qui se font exempter du paiement de la taille en tant que nobles. Elles ne reposent sur aucune théorie juridique de la dérogeance, le roi ne cherchant pas à déterminer de manière générale qui est noble et qui ne l'est pas³. Les enquêtes des tribunaux royaux reposent largement sur les témoignages oraux et respectent les définitions coutumières de la noblesse – généralement l'attestation d'une vie noble depuis trois générations. Lorsqu'au début du XVII^e siècle une enquête est faite sur la noblesse de Madeleine d'Averton, décédée, les commissaires recueillent les témoignages de quatre nobles

¹ Butaud, G. et Piétri, V., *Les Enjeux de la généalogie (XII^e-XVIII^e siècle). Pouvoir et identité*, Paris, Autrement, 2006.

² Carosso, M., *La Généalogie muette. Résonances autour de la transmission en Sardaigne*, Paris, Éditions du CNRS / Éditions de la MSH, 2006. Pour une analyse historiographique de la prise en compte des généalogies comme objets d'histoire, Rouchon, O., introduction à Rouchon, O. (dir.), *L'Opération généalogique. Cultures et pratiques européennes entre XV^e et XVIII^e siècle*, Rennes, PUR, 2014, p. 7-28.

³ Dravasa, É., « 'Vivre noblement'. Recherches sur la dérogeance de noblesse du XIV^e au XVI^e siècles », *Revue juridique et économique du Sud-Ouest*, n° 16/3-4, 1965, p. 135-193, et n° 17/1-2, 1966, p. 23-129.

vivant non loin d'Averton et âgés de soixante-sept à quatre-vingt-trois ans. Les vieillards assurent sous serment que les seigneurs des maisons paternelle et maternelle ont rendu de grands services aux rois défunts et sont « tres signalées et reconnues ». Les enquêteurs relèvent également les armes des seigneurs dans plusieurs paroisses et églises qui leur appartiennent⁴. L'affaire est d'autant plus intéressante que les témoins ne peuvent connaître que la maison de la mère de Madeleine d'Averton, le père de celle-ci, François de Faudoas, étant originaire de Gascogne et ayant relevé le nom et les armes de sa femme – exemple typique de manipulation du nom et des armes qui assure la continuité fictive des lignées seigneuriales et des maisons nobles⁵.

L'ordre de Malte est, tout au long de l'Ancien Régime, un lieu essentiel de la preuve de noblesse, et ce à l'échelle européenne. Rares sont les familles du second ordre qui n'envoyèrent pas des fils dans cet ordre militaire et n'eurent pas à présenter leur généalogie. Au XVI^e siècle, les preuves demandées reposent simplement sur des témoignages oraux. Les témoins doivent faire état des trois générations précédant le futur chevalier, des deux côtés. Tous ne connaissent pas nécessairement l'ensemble des personnes concernées, sans que cela porte préjudice. Les commissaires peuvent également se rendre sur les seigneuries et dans les églises et chapelles, pour relever les verrières avec les armes de la famille de l'impétrant, ou les épitaphes sur les tombeaux. Même après la réforme de 1601 qui durcit les conditions en exigeant des titres, les témoignages oraux restent essentiels. Quant aux preuves écrites, elles peuvent être d'une grande diversité : contrats de mariage, partages, mais aussi mentions dans des ouvrages, voire simples mentions d'actes dans des actes postérieurs. Les commissaires ne sont pas toujours très regardants. Le 18 mars 1624, Jean de Mesgrigny présente les preuves de noblesse de son fils Louis : s'il lui est relativement aisé d'appuyer la noblesse des trois générations paternelles, en revanche, du côté maternel, les choses sont bien moins assurées. Les commissaires retiennent comme qualificatif de noblesse la titulature « noble homme maître » de Louis de Grené, bisaïeul du futur chevalier⁶. Le système de la preuve relève encore largement d'une conception coutumière de la noblesse, ce qui est aussi le cas dans d'autres institutions religieuses, comme certains chapitres cathédraux issus des terres d'Empire. Nul besoin de constituer de longues généalogies d'ancêtres.

L'exposé d'une généalogie remontant à de lointains aïeux est également rare dans les textes concernant la noblesse, des nobles ou des familles nobles. Dans sa vie de Bayard, Symphorien Champier ne s'attarde pas sur l'ascendance du chevalier, se contentant de remonter, dans le chapitre consacré au sujet, au grand-père de ce dernier : court passage qui reprend la temporalité coutumière de la preuve de noblesse⁷. La généalogie de La Trémouille proposée par Jehan Bouchet à la même époque, qui décline une longue succession d'ancêtres remontant à Louis VIII et énumère quelques actions de gens d'armes ayant porté ce nom, ainsi que quelques alliances de cette maison, fait figure d'exception⁸. L'illustration du chevalier passe ici par la reprise d'un modèle généalogique développé pour les familles princières et royales, qui en avaient le quasi-monopole au Moyen Âge⁹. Ces dernières se font

⁴ BNF, Cabinet des titres, Pièces Originales 1104, dossier 25 432 (Faudoas).

⁵ Haddad, É., *Fondation et ruine d'une « maison »*. *Histoire sociale des comtes de Belin (1582-1706)*, Limoges, Pulim, 2009.

⁶ Archives nationales, Minutier Central des notaires parisiens, étude LXXIII, 306, 18 mars 1624.

⁷ Champier, S., *Les Gestes ensemble la vie du preulx Chevalier Bayard*, édition présentée par Denis Crouzet, Paris, Imprimerie Nationale, 1992 [1525], p. 237, livre 5, chap. I, « De la genealogie et naissance de Bayard ».

⁸ Bouchet, J., *Le Panegyrique du chevalier sans reproche, ou mémoires de La Trémouille*, Paris, J. L. F. Foucault, 1820 [1527], chap. I, « La genealogie de la riche et illustre maison de La Tremouille », p. 21-28. Pour d'autres exemples : Butaud, G., « Pour un panorama des écrits généalogiques en France à la fin du Moyen Âge (XIV^e-début XVI^e siècle) », dans Rouchon, O., (dir.), *op. cit.*, p. 141-163. L'auteur en signale la rareté.

⁹ Sur l'émergence des usages des généalogies au Moyen Âge, voir Butaud, G. et Piétri, V., *op. cit.*, notamment p. 48-52 et p. 101-124.

remonter à un ancêtre fondateur, personnage fictif (Pharamond pour les rois de France, Bérolod pour les ducs de Savoie) qui se perd dans des temps inaccessibles. Certaines maisons aristocratiques récupèrent ce modèle généalogique dans la première moitié du XVI^e siècle, même si elles ne forgent que rarement des « généalogies fabuleuses » comme en Italie¹⁰. Toujours est-il que, dans tous ces ouvrages, il ne s'agit pas de reconstituer de manière exacte la succession des ancêtres en prouvant par des titres la noblesse de chacun, mais de réunir toutes sortes de documents du passé qui signalent la présence de ces ancêtres et donc l'existence de la maison noble à telle ou telle époque. Ces témoignages portent la mémoire de la maison jusqu'à ses origines, comme les témoins vivants attestent de la noblesse d'une famille par leur mémoire.

Si donc l'ancienneté est bien une valeur et une qualité qui améliore la noblesse des familles, sa preuve ne réside pas, pour l'immense majorité des nobles, dans des généalogies écrites. Instruments de prestige à caractère le plus souvent politique, ces dernières ne sont pas nécessaires à la plupart des familles du second ordre puisque ce qui est au-delà de la mémoire est supposé conforme à ce qui est dans le présent. Des signes viennent attester cela, que sont les tombeaux, les armoiries apposées dans les églises et les chapelles ainsi que dans les seigneuries. Cette conception de la noblesse, autorise les manipulations de noms et d'armes en jouant sur la dialectique entre patronymes et noms de terres. L'importance de l'héraldique, discours sur la parenté¹¹, à la fin du Moyen Âge, confère cependant une certaine extension à la pratique généalogique, généalogies et armoiries se combinant parfois dans une mise en image des ancêtres, soit sous forme manuscrite, soit dans des décorations de salles. Ces généalogies d'armoiries peuvent être faites en ligne paternelle mais sont aussi souvent réalisées en figurant les deux côtés¹². Toutes ces représentations sont les supports d'une mémoire orale, remontant peut-être davantage dans le temps que les généalogies écrites, mais qui est aussi sujette à transformations en fonction des enjeux propres au moment de leur énonciation¹³.

D'autres circonstances impliquent la confection de généalogies indifférenciées, ainsi lorsqu'elles sont utilisées à des fins pratiques dans le cadre de procès pour dénoncer des liens familiaux entre une partie et les juges. Ces généalogies, reproduites dans les factums, font primer la parenté vécue (ou supposée telle par les rédacteurs)¹⁴.

Enfin, les conflits de succession sont parfois l'occasion d'établir la noblesse des personnes et des familles. Pour récuser la vente de la Villeneuve-au-Chêne et de la Loge-aux-Chèvres fait par leur mère, Henriette d'Amboise, à Jean de Mesgrigny, Antoine et François de La Rochefoucauld, remirent en cause la noblesse des Mesgrigny, ce qui interdisait à ces derniers, selon la coutume de Troyes, l'achat d'un fief noble. En défense, Jean de Mesgrigny affirma la noblesse de ses aïeux paternels et maternels, ainsi que des aïeux paternels de sa femme. Ses arguments étaient fondés sur le mode de vie, les charges occupées et les exemptions de taille obtenues. Les La Rochefoucauld avaient beau jeu de rétorquer qu'aucune de ces raisons n'était suffisante pour prouver la noblesse. Mais malgré des finalement assez solides selon

¹⁰ Bizzocchi, R., *Généalogies fabuleuses. Inventer et faire croire dans l'Europe moderne*, Paris, Éditions rue d'Ulm, 2010 [1995] ; « La culture généalogique dans l'Italie du XVI^e siècle », *Annales ESC*, n° 46/4, 1991, p. 789-805.

¹¹ Nassiet, M., « Nom et blason. Un discours de la filiation et de l'alliance (XIV^e-XVIII^e siècle) », *L'Homme*, n° 129, 1994, p. 5-30.

¹² Butaud, G., art. cit., p. 156-162.

¹³ Simay, Ph., « Le temps des traditions. Anthropologie et historicité », dans Delacroix, Ch., Dosse, F. et Garcia, P. (dir.), *Historicités*, Paris, La Découverte, 2009, p. 273-284, notamment p. 280-281.

¹⁴ Voir par exemple BNF, Cabinet des titres, Dossiers Bleus 452, dossier 12166, Molé, « Table genealogique. Pour justifier que les sieurs premier President et Bouguier Conseiller en la grande Chambre sont oncles, les sieurs Molé-Champlastreux Conseiller d'Estat et Jusanvigny President ez Enquestes cousins germains du sieur de Mesgrigny President à Rouen (...) », non datée (milieu XVII^e siècle).

une conception purement héréditaire de la noblesse, ils furent déboutés par un arrêt du parlement de Paris en 1556¹⁵. Dans ces conflits, la probation coutumière demeure suffisante pour attester de sa noblesse.

Toutes ces occasions de la vie sociale au XVI^e siècle engagent un discours généalogique dans lequel la preuve testimoniale est première et où l'immémorialité est centrale, les deux étant définies localement en fonction des coutumes. La notion d'immémorial induit une séparation entre ce qui est accessible à la mémoire, y compris médiatisée par l'écrit, transmise par une autorité, et ce qui lui est inaccessible mais est postulé conforme à l'ordre du monde immuable, donc identique au temps présent¹⁶. L'anoblissement taisible, dont l'importance a été mise en évidence par Jean-Marie Constant, est la conséquence logique de cette définition locale et immémoriale de la noblesse¹⁷, fondée sur le genre de vie. Les familles nobles ne sont donc généralement pas amenées à rechercher leurs lointains ancêtres et à se projeter dans les temps passés. En outre, dans nombre d'occasions, celles qui constituent une généalogie sont amenées à le faire de manière cognatique, et non patrilinéaire. Il s'agit d'ailleurs parfois d'un choix, lié à des enjeux politiques ou de prestige, l'alliance étant fondamentale dans le système de parenté des maisons. Ces pratiques généalogiques correspondent à un véritable complexe social et culturel articulant une appréhension de la noblesse par elle-même, une représentation de la famille noble, un rapport au passé spécifique, et des conceptions particulières de la preuve. C'est ce complexe que les enquêtes de noblesse, sous-tendues par une érudition critique devenue outil intellectuel de l'élaboration généalogique, ont remis en cause.

Idéologie patrilignagère, enquêtes monarchiques et pratiques généalogiques

Dans le dernier quart du XVI^e siècle, des changements notables apparaissent dans cet ensemble de représentations et de pratiques sociales. Face aux anoblissements taisibles, aux anoblissements par les armes à l'occasion des guerres de Religion et à l'émergence d'une noblesse de robe, une réaction a lieu qui met l'accent sur l'ancienneté de la noblesse et dénonce les « usurpations », terme qui commence alors à être employé¹⁸. C'est le cas dans les traités de noblesse publiés à cette époque, comme celui de François de L'Alouete qui, s'il assimile noblesse et vertu et fait du comportement la source de la noblesse, accorde cependant une excellence plus grande à ceux qui sont issus d'ancienne race, « vrais nobles », et condamne les « usurpations »¹⁹. Aussi préconise-t-il que chaque noble « ait la description & genealogie de sa race », au moins de quatre degrés, et plus pour ceux qui le peuvent, afin de montrer l'excellence de leur ancienneté. Il n'y a cependant pas rupture avec un mode de pensée coutumier de la noblesse, puisque L'Alouete est conscient des risques induits par sa proposition. Il la tempère en incitant à la prudence dans la recherche de « la premiere source & origine de la Race, laquelle aura, peut être, un commencement vicieux, infame & deshonneste, qui donnera une fueille d'ignominie à toute la posterité, au lieu de la couronne d'honneur qu'il lui veut acquerir »²⁰. La tension entre l'insistance sur l'ancienneté, qui

¹⁵ BNF, Cabinet des titres, Carrés d'Hozier 431, f° 237-242, arrêt du parlement de Paris du 20 mars 1556.

¹⁶ Pour une analyse de ce rapport au temps et de ses transformations sous l'Ancien Régime, voir Cosandey, F. et Haddad, É., « Temps de la noblesse, temps de la monarchie (XVI^e-XVII^e siècles) », à paraître dans Bonin, P., Cosandey, F., Haddad, É. et Rousselet-Pimont, A. (dir.), *Des usages du temps : approches d'histoire juridique, politique et sociale*.

¹⁷ Constant, J.-M., « La mobilité sociale dans une province de gentilshommes et de paysans : la Beauce », dans Mousnier, R. (dir.), « La Mobilité sociale au XVII^e siècle », *XVII^e siècle*, n° 122, 1979, p. 7-20.

¹⁸ L'ordonnance d'Amboise de 1555, par son article 7, fait défense « d'usurper la qualité de noblesse » sous peine de 1 000 livres d'amende.

¹⁹ L'Alouete F. de, *Traité des Nobles et des Vertus dont ils sont formés*, Paris, Robert le Manier, 1577.

²⁰ *Ibid.*, f. 74.

passerait par la constitution de généalogies patrilinéaires, et la définition coutumière de la noblesse comme vertu et comme genre de vie, est manifeste : l'immémorialité risque d'être battue en brèche par la recherche des ancêtres, ramenée à l'histoire et à la roture.

Les changements dans le vocabulaire de la parenté noble traduisent cet accent mis sur l'ancienneté. À partir des années 1570, la notion de maison, au sens de famille noble liée à la possession de biens, et notamment de fiefs, est massivement accompagnée dans les textes des qualificatifs « noble et ancienne » qui n'apparaissent pratiquement jamais auparavant. Le terme de race, apparu à la fin du XV^e siècle et qui renvoie à un groupe de filiation en ligne paternelle, devient prépondérant²¹, mettant au premier plan l'idée de noblesse transmise par le sang par rapport à l'idée de noblesse comme vertu²². La définition de la noblesse par la race découple de plus en plus sa transmission de la possession de fiefs et ouvre la porte au doute des origines, à la mise en évidence de l'instabilité des états et à la tentation de rechercher les titres des familles pour vérifier l'ancienneté de leur noblesse. Tout ce discours contre les anoblissements est repris et s'étend dans la première moitié du XVII^e siècle, ce qui se marque par exemple lors des États généraux de 1614²³. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'essor de la publication de généalogies imprimées dont André Duchesne donne le modèle à partir de 1621²⁴, sous forme d'« histoire de la maison de... ». Ces histoires sont fondées sur une suite généalogique des lignées appartenant à un même groupe de descendance patronymique. Conception de la noblesse et conception de la famille noble répondent, dans ces textes, à un même idéal patrilignager et à une même volonté de prouver des origines anciennes, signe à la fois de l'importance de l'ancienneté et du soupçon social qu'elle crée et qu'il faut combattre²⁵.

La monarchie, alors même qu'elle promeut une noblesse de service, n'est pas étrangère à ce mouvement de fermeture du second ordre et de valorisation de l'ancienneté, avec cependant ses propres attendus et dans un objectif de contrôle social²⁶. La politique royale commence à évoluer dans le dernier tiers du XVI^e siècle. En janvier 1578, les statuts de l'ordre du Saint-Esprit en restreignent l'accès – encore très modérément – aux gentilshommes de nom et d'armes de trois races paternelles (art. 15). Le mode coutumier des trois générations définissant la noblesse d'extraction est maintenu, mais la nouveauté repose sur les enquêtes prévues, qui doivent se fonder sur des preuves écrites dont la nature (des actes notariés) est précisée (art. 21). Tous les reçus dans l'ordre doivent faire dresser et vérifier leur arbre généalogique, et présenter un mémoire des services qu'ils ont rendus au roi (art. 69).

La création de la charge de généalogistes des ordres du roi en 1595 est un autre indice de cette transformation de la politique monarchique qui prend un nouveau virage avec Henri IV.

²¹ Jouanna, A., *L'idée de race en France au XVI^e siècle et au début du XVII^e siècle (1498-1614)*, Lille, Université de Lille 3, 1976.

²² Schalk, E., *L'épée et le sang : une histoire du concept de noblesse*, Seyssel, Champ Vallon, 1996 [1986]. Les deux n'ont jamais été pensés séparément : Nassiet, M., « *Pedigree AND valor*. Le problème de la représentation de la noblesse en France au XVI^e siècle », dans Pontet, J., Figeac, M. et Boisson, M. (dir.), *La noblesse de la fin du XVI^e au début du XX^e siècle, un modèle social ?*, Anglet, Atlantica, 2002, t. I, p. 251-269. En revanche, la place accordée aux deux éléments dans la définition de la noblesse a varié.

²³ Chartier, R., « La noblesse et les États de 1614 : une réaction aristocratique ? », dans Chartier, R. et Richet, D. (dir.), *Représentation et vouloir politiques. Autour des États-Généraux de 1614*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1982, p. 113-126.

²⁴ Sur cette production imprimée, voir Butaud, G. et Piétri, V., *op. cit.*, ainsi que Poncet, O., « Cercles savants et pratique généalogique en France (fin XVI^e-milieu du XVII^e siècle) », dans Rouchon, O., (dir.), *op. cit.*, p. 101-136.

²⁵ Poncet, O., art. cit. Voir également l'analyse de la généalogie des Bailleul par Maurel, C., « Construction généalogique et développement de l'Etat moderne. La généalogie des Bailleul », *Annales ESC*, n° 46-4, 1991, p. 807-825.

²⁶ Descimon, R., « Chercher de nouvelles voies pour interpréter les phénomènes nobiliaires dans la France moderne. La noblesse, 'essence' ou rapport social ? », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n° 46-1, p. 5-21.

Elle est confirmée avec l'apparition en 1615 de l'office de juge d'armes de France, initialement chargé des vérifications d'armoiries, mais progressivement affecté aux certificats de noblesse des candidats à des charges réservées comme celles des pages du roi, des demoiselles de Saint-Cyr, plus tard des honneurs de la Cour. L'accès à ces lieux devient un privilège qui se réfère à l'ancienneté des maisons. Il y a là un changement important par rapport au XVI^e siècle, qui étend le rôle de la preuve écrite et multiplie les occasions où les gentilshommes sont tenus de faire état de leur noblesse mais aussi de leur ancienneté, désormais critère essentiel de distinction au sein du second ordre. Jusqu'au règne personnel de Louis XIV, cependant, la monarchie n'utilise que peu ces outils.

Le moment fondamental qui transforme l'ensemble du rapport des familles nobles à leur passé est celui des grandes recherches de noblesse lancées par Colbert dans les années 1660. Trois éléments essentiels apparaissent nettement dans l'arrêt du conseil du 19 mars 1667. En premier lieu, l'enquête concerne toutes les familles du royaume qui se disent nobles. Toutes doivent donc produire une généalogie patrilinéaire. Second élément : la preuve testimoniale est entièrement abandonnée au profit de la preuve écrite fondée sur des actes dont l'authenticité doit être admise par les commissaires chargés de la vérification des titres²⁷. Troisième élément : une date (1560) est fixée après laquelle il n'est plus d'anoblissement taillable valable. Cette date, amenée à faire référence par la suite, fixe une borne à la pratique de la reconnaissance sociale de la noblesse par les pairs et est amenée à mettre fin à la logique coutumière des trois générations qui prouvaient jusque-là la noblesse d'extraction.

Les familles nobles se retrouvent alors plongées dans l'exhumation d'un ensemble d'actes que la législation royale précise peu à peu, qui sont admis comme preuve (les pièces de procès en étant par exemple exclues). Même après les grandes enquêtes, le renforcement des exigences d'ancienneté pour pouvoir accéder à tout un ensemble de charges amènent de nombreux nobles à devoir, à un moment ou à un autre, effectuer un travail généalogique pour présenter leurs preuves devant le juge des armes de France ou le généalogiste des ordres du roi. Les familles se trouvent en effet impliquées dans le travail des généalogistes, comme en témoignent les lettres conservées par ces derniers au Cabinet des titres²⁸. C'est particulièrement vrai pour les d'Hozier, qui se transmettent la charge de juge d'armes. Ils délivrent un procès-verbal qui expose la filiation noble de celui qui a fait ses preuves par une généalogie patrilinéaire. Une fois établi, ce procès-verbal est diffusé par le moyen de copies envoyées à l'établissement demandeur des preuves, au postulant ou à sa famille. Les d'Hozier éditent en outre, contre rémunération, les généalogies des familles qui en font la demande dans l'*Armorial général ou registre de la noblesse de France*. Ils délivrent également, sur la requête des nobles qui le désirent, des certificats particuliers attestant de façon plus ou moins détaillée leur qualité noble et leur filiation²⁹.

Les généalogistes chargés de recueillir et de vérifier les preuves partagent une même logique du soupçon, corollaire de leur fonction qui les incite à traquer le faux. Ils travaillent en s'appuyant sur des méthodes de vérifications des documents congruentes avec celles développées par l'érudition diplomatique mabillonienne, dont ils ont pu également s'inspirer par la suite³⁰. Cela n'empêche pas généalogistes et juges d'armes d'avoir des différends quant

²⁷ Descimon, R., « Élités parisiennes entre XV^e et XVII^e siècle. Du bon usage du Cabinet des titres », *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 155, 1997, p. 607-644 ; Piétri, V., « Bonne renommée ou actes authentiques : la noblesse doit faire ses preuves (Provence, XVII^e-XVIII^e siècles) », *Genèses*, n° 74, 2009, p. 5-24.

²⁸ Un exemple : BNF, Cabinet des titres, Cabinet d'Hozier 328, dossier 9189 (Vassé), lettre non datée de René de Vassé, seigneur de La Rochefaton.

²⁹ Defauconprêt, B., *Les Preuves de noblesse au XVIII^e siècle. La réaction aristocratique*, Paris, L'intermédiaire des chercheurs et curieux, 1999.

³⁰ Burguière, A., « La mémoire familiale du bourgeois gentilhomme : généalogies domestiques en France aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Annales ESC*, n° 46/4, 1991, p. 771-788. Mais ce travail généalogique reposait sur un

à l'interprétation des actes et à la validation de leur authenticité. Ainsi, les d'Hozier reconnaissent généralement la noblesse d'une famille qui peut prouver un peu plus de cent ans de possession paisible, ou, dans les années 1740, remonter aux environs de 1600. À partir de la décennie 1750, les généalogistes du roi sont en revanche plus rigides : ils demandent qu'un arrêt de maintenue valide cette possession lorsque la famille ne peut remonter à 1560. Leur action comme rapporteurs des affaires de la noblesse auprès du conseil d'État se fait de plus en plus tatillonne. À ce jeu de la critique érudite, Bernard Chérin est d'une grande rigueur, se montrant extrêmement réticent à reconnaître la validité des expéditions modernes, même légalisées, de titres anciens. Son fils, quant à lui, considère que les traces de rotture antérieure à la possession des qualifications nobles en font perdre l'usage, quelque espace de temps qu'elle ait duré³¹. Les querelles érudites portent à la fois sur le contenu des actes et sur la validité qu'il convient d'accorder aux différents types de preuves, ce qui explique qu'il ait été possible pour les familles de faire appel aux uns contre les autres³². Les familles sont cependant confrontées à une « instabilité de leurs origines »³³ et sont parfois contraintes de masquer celles-ci, par omission ou falsification, d'autant plus que la définition de la noblesse a changé et que plus personne ne comprend la logique des anciennes qualifications sociales.

Les enquêtes de noblesse ont donc généralisé la pratique généalogique à tout le second ordre : une certaine pratique, fondée sur la ligne paternelle uniquement. En reprenant l'idéologie du patrilignage, la monarchie a ainsi entraîné la production d'un énorme corpus qui a largement contribué à ancrer une représentation spécifique des familles nobles. En affirmant l'importance de l'ancienneté, elle a conduit l'ensemble de ces familles à se projeter dans le temps d'une manière très différente de celle qui avait cours lorsque la noblesse était pensée de manière coutumière. Enfin, en fondant le travail de ses enquêteurs sur l'authentification des documents et la recherche des faux, appuyée sur une méthode critique, la monarchie a instauré pour la plupart des familles un doute dans leur rapport à ce passé, qui a pu avoir des conséquences sur leur devenir social. La mutation du XVII^e siècle concerne donc tout à la fois la noblesse comme groupe et la conception de la famille noble.

Mutations de la noblesse, critique érudite et maintien d'une diversité de pratiques généalogiques

La production généalogique et intellectuelle réalisée à l'occasion et dans le sillage des enquêtes de noblesse est réinvestie par les familles du second ordre. En Bretagne, ces dernières reprennent à leur compte les normes et la définition monarchiques du second ordre³⁴. Les prétentions nobiliaires se plient à l'exigence de l'érudition. Cela ne signifie cependant pas un accord sur les actes du passé et sur leur interprétation. Ainsi la publication nouvelle de nobiliaires peut être vue comme une tentative de la part de groupes nobles provinciaux d'afficher leur légitimité, soit en reprenant tels quels les critères des recherches de noblesse, soit en les atténuant³⁵. La célèbre dissertation sur le déclin de la vieille noblesse

« art du vraisemblable » et sur des techniques qui pouvaient aussi bien servir à prouver le vrai qu'à fabriquer le faux.

³¹ Defauconprêt, B., *op. cit.*

³² Un exemple dans Haddad, É., « Classement, ancienneté, hiérarchie : la question de la définition de la noblesse à travers la querelle entre les Chérin et les Mesgrigny à la fin du XVIII^e siècle », dans Chabaud, G. (dir.), *Classement, déclassement, reclassement de l'Antiquité à nos jours*, Limoges, PULIM, 2011, p. 259-281.

³³ Ruggiu, F.-J., « Ancienneté familiale et construction de l'identité nobiliaire dans la France de la fin de l'Ancien Régime », dans Pontet, J., Figeac M. et Boisson, M. (dir.), *op. cit.*, t. I, p. 309-325.

³⁴ Meyer, J., *La Noblesse bretonne au XVIII^e siècle*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1985 [1966], 2 vol.

³⁵ Piétri, V., « Les nobiliaires provinciaux et l'enjeu des généalogies collectives en France (XVII^e-XVIII^e siècle) », dans Rouchon, O., (dir.), *op. cit.*, p. 213-242.

de Boulainvilliers a d'abord été écrite comme préface à l'histoire généalogique de sa maison. Celle-ci défendait la tradition familiale qui faisait descendre les Boulainvilliers des Croÿ et, par-là, de l'ancienne maison royale de Hongrie, tradition qui avait été remise en cause par plusieurs généalogistes. La dissertation venait ainsi éclairer l'échec de la carrière militaire de Boulainvilliers et celui de sa famille³⁶. La pratique généalogique lie donc inextricablement enjeux personnels, érudition critique et conception de la noblesse (et de son histoire), le tout à travers une représentation de la parenté.

Appuyé sur l'érudition, le travail généalogique peut devenir dévoilement et arme dans le combat politique. L'auteur d'un manuscrit anonyme donnant les généalogies des membres du parlement de Paris écrit au début de celle concernant les Potier, qui se sont succédé à la présidence de ce dernier pendant près de deux siècles : « Blanchard a commencé presque toutes les généalogies des présidents par des fables, en donnant des ancêtres chimériques, ou supprimant ceux de ces ancêtres dont la profession et l'état auroit pu déplaire aux magistrats qu'il vouloit flâter. Nous allons dire le vrai »³⁷. La généalogie des Potier est présentée comme un discours de vérité, qui est également celui de l'historien actuel. L'auteur a d'ailleurs raison de pointer les nombreuses falsifications de Blanchard qui gomme soigneusement les origines marchandes des Potier et en fait des seigneurs de Blancmesnil dès le XV^e siècle. La société de l'époque reconnaissait des formes de parenté artificielle et produisait des textes *ad hoc* destinés à les sceller par des forgeries généalogiques³⁸. Les Potier avaient d'ailleurs eux-mêmes parfaitement conscience de leur origine marchande. Saint-Simon, perfide à son habitude, raconte que Léon Potier, duc de Gesvres, premier gentilhomme de la chambre du roi, voulant mettre dans l'embarras le maréchal de Villeroy, rit publiquement de leurs bisaïeux respectifs, simples commis descendus d'un vendeur des marées et d'un porteballe³⁹. Évidemment, Saint-Simon se plaît à raconter une histoire qui lui permet de dénoncer les origines de deux familles d'un coup. Le tour du duc de Gesvres montre cependant clairement que la falsification généalogique est une entreprise visant à faire coller la réalité sociale à l'idéologie dominante, mais que cette entreprise ne dupe sans doute pas grand monde. Ce qui ne signifie pas qu'elle n'a pas d'importance : elle peut notamment faire porter le doute sur les périodes anciennes pour lesquelles on dispose alors de peu de renseignements. Les différents discours généalogiques servent différents usages. Il en va de même des généalogies savantes qui se développent avec l'érudition de Saint-Maur ou, comme on l'a vu, du travail des généalogistes du roi qui répond à une demande politique et sociale constitutive de leur manière de fabriquer ces généalogies. Si l'érudition critique a pris une telle place dans les pratiques généalogiques, ce n'est pas en raison d'enjeux de savoir, mais parce qu'elle était porteuse d'enjeux sociaux et qu'elle trouvait sa place dans les conflits au sein de l'élite du royaume⁴⁰ : elle a été un instrument de la réponse à la demande de fermeture de la noblesse réclamée par le second ordre lui-même depuis la seconde moitié du XVI^e siècle.

Elle avait en outre, paradoxalement, l'avantage de porter avec elle une conception ontologique de la noblesse. Les enquêtes généalogiques avaient une fâcheuse tendance à prosaïser la possession de la noblesse et à la dater, dans un contexte où la question du rapport

³⁶ Ellis, H. A., « Genalogy, History, and Aristocratic Reaction in Early Eighteenth-Century France: The Case of Henri de Boulainvilliers », *The Journal of Modern History*, n° 58-2, 1986, p. 414-451.

³⁷ *Prospographie des gens du parlement de Paris (1266-1753)*, publiée par M. Popoff d'après les Ms. Fr. 7553, 7554, 7555 et 7555 bis, Saint-Nazaire le Désert, Références, 1996, p. 163. Ces manuscrits ont sans doute été composés entre 1740 et 1770. La critique faite par l'auteur s'adresse au livre de François Blanchard, *Les présidents au mortier du parlement de Paris, leurs emplois, charges, qualitez, armes, blasons et genealogies, depuis l'an 1331 jusques à present (...)*, Paris, Cardin Besongne, 1647.

³⁸ Maurel, C., art. cit.

³⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, Paris, nrf-Gallimard, « Pléiade », t. 1, p. 677-679.

⁴⁰ Voir la troisième partie de Descimon, R. et Haddad, É. (dir.), *Epreuves de noblesse. Les expériences nobiliaires de la haute robe parisienne*, Paris, Les Belles Lettres, 2010, p. 159-205.

entre noblesse immémoriale et noblesse acquisitive comme celle de l'imprescriptibilité de la noblesse n'avaient jamais été tranchées⁴¹. Au fond, un tel système mettait presque tout le monde dans l'embarras, sauf le roi sans doute, qui arbitrait les conflits et autorisait par privilège des familles fidèles à passer outre les restrictions d'accès instaurées en fonction de l'ancienneté. Mais il était aussi le meilleur outil de la naturalisation du fait nobiliaire et de son ancrage dans les consciences. Dans la suite des enquêtes de noblesse, tout un ensemble d'écrits n'ont cessé de travailler les questions de la nature, des origines, de l'usurpation nobiliaires. Ce travail intellectuel exhibe une contradiction : alors qu'il entend fonder en vérité les distinctions sociales, il dévoile par là même le lien essentiel de la noblesse avec le faux (ou avec l'anoblissement). Il défait la noblesse en même temps qu'il contribue à son renforcement en voulant exprimer son essence dans des écrits ayant un statut de vérité⁴².

Ce système n'a pas empêché qu'une pluralité de pratiques persistât : l'écriture généalogique peut y échapper, tout le monde n'étant pas obligé de solliciter les honneurs de la cour. Des « généalogies incroyables » ont encore été forgées et ont pu asseoir durablement les prétentions de certaines familles à l'immémorialité. Le cas des Fenoyl est de ce point de vue particulièrement remarquable. En vingt ans, entre 1667 et 1687, ces descendants de notaires lyonnais parviennent, avec la complicité d'un généalogiste, à accréditer la thèse qu'ils descendent des comtes de Torelli, illustre famille italienne ayant participé aux Croisades. En 1670, deux membres de la branche aînée des Fenoyl cèdent à la branche cadette leurs droits sur la légendaire baronnie de Fenoyl située dans le royaume de Naples dont ils déclarent avoir été privés de la jouissance par force. Le bénéficiaire s'engage à payer en contrepartie 100 000 livres, à condition que le roi de France reprenne possession du royaume de Naples et que la baronnie soit restituée ! Pour parachever la forgerie, plusieurs actes de reconnaissance mutuelle sont signés entre les Fenoyl et le comte Paul de Torello⁴³. Rappelons les analyses remarquables de R. Bizzocchi qui permettent de comprendre ces faux. La crédibilité globale des généalogies faisait partie de la conception nobiliaire de l'histoire. La noblesse avait un rapport privilégié avec un passé qui, en lui-même, faisait autorité. « C'est justement parce que son identification avec la mémoire historique n'a pas de limites, que la conscience nobiliaire fixe en une immuabilité idéale les relations entre le temps qui passe et l'origine d'un lignage. Au fond, ce dernier ne doit pas même avoir d'origine »⁴⁴. Une telle conception, on le voit, peut encore fonctionner à la fin du XVII^e siècle, à un moment où la critique érudite l'emporte depuis les enquêtes lancées par Colbert.

Moins spectaculaire que ce genre de falsifications, on trouve, y compris dans le Cabinet des titres, des généalogies élaborées suivant d'autres logiques que celles de l'ancienneté et de la patrilinéarité. C'est le cas notamment des généalogies de prestige, représentant les armes en couleur des individus, qui restent indifférenciées, suivant le modèle des « arbres reversés » de la fin du Moyen Âge, comprenant les armoiries des ancêtres des deux côtés (paternel et maternel). La série T des Archives nationales conserve l'exemple magnifique d'une généalogie des comtes d'Egmont de 1637, imprimée sur toile et coloriée, avec les armoiries, qui fait remonter les d'Egmont à Saint Louis et aux grandes maisons souveraines de Bavière, Lorraine, Autriche, Hollande, etc. Autour de l'arbre généalogique, un texte en latin rappelle

⁴¹ Haddad, É., « The Question of the Imprescriptibility of Nobility in Early Modern France », dans Lipp, C. et Romaniello, M. (eds), *Contested Spaces of Nobility in Early Modern Europe*, Farnham, Ashgate, 2011, p. 147-166.

⁴² Ribard, D., « Travail intellectuel et violence politique: théoriser la noblesse en France à la fin du XVII^e siècle », dans Azoulay, V. et Boucheron, P. (dir.), *Le Mot qui tue. Une histoire des violences intellectuelles de l'Antiquité à nos jours*, Seyssel, Champ Vallon, 2009, p. 353-368.

⁴³ Fenoyl, C.-H. de, *Du patriciat lyonnais à la haute robe parisienne : la famille de Fenoyl. Itinéraire d'une famille de la noblesse lyonnaise, du Moyen Âge à la faillite de Law*, mémoire de Master 2 de l'EHESS, sous la direction de Gérard Béaur, 2006, p. 44-50.

⁴⁴ Bizzocchi, R., art. cit., p. 796-797.

les principales gloires de la famille d'Egmont⁴⁵. De telles généalogies d'apparat remontant du commanditaire à de grandes familles, voire à la famille royale, en ligne parfaitement indifférenciée, continuent à être élaborées au XVIII^e siècle et elles paraissent suffisamment pertinentes pour être envoyées aux généalogistes de l'ordre du roi à fin de conservation.

Conclusion

Les généalogies produites dans le cadre d'une conception patrilinéaire et fondée sur l'ancienneté de la noblesse et des familles nobiliaires, appuyées sur un travail d'érudition critique perçu comme précurseur de la méthode historique, ont fini par prendre un statut de vérité quant à l'essence de la noblesse. La définition du second ordre et des familles nobles dont elles étaient porteuses s'est transmise aux XIX^e et XX^e siècles et a été appliquée à l'ensemble de l'histoire de la noblesse. Ces généalogies et les fondements intellectuels de leur élaboration ont été utilisés, mis en œuvre, et sont devenus des enjeux de distinction au sein des familles qui ont continué à revendiquer leur noblesse dans une société qui ne reconnaît plus cette dernière. C'est ainsi qu'en 1946 peut encore être publié un ouvrage dans lequel l'auteur condamne avec une ironie mordante toutes les méthodes utilisées par certains pour être reconnus nobles, en se fondant sur une idée essentialiste de la noblesse établie principalement à partir des définitions du XVIII^e siècle et par une critique généalogique tout à fait au point⁴⁶.

Mais les historiens aussi ont, le plus souvent, repris à leur compte l'idéologie portée par ces généalogies, minorant au passage toutes celles qui n'étaient pas construites sur le modèle des généalogistes du roi. Ils ont ainsi manqué le fait qu'elles ont participé d'une vaste redéfinition des rapports de la noblesse au pouvoir, à elle-même et au passé. La différence entre « parenté usuelle » et « parenté de représentation » qu'avait formulée Pierre Bourdieu⁴⁷ à partir d'une critique de l'usage des généalogies par les ethnologues se redouble donc, pour ce qui concerne la France d'Ancien Régime, de celle entre les discours généalogiques vernaculaires (à la fois pratiques et théoriques – les deux versants n'étant pas nécessairement congruents et étant sujets à changements) et les reconstitutions généalogiques des historiens. Cette distinction est d'autant plus nécessaire que ces reconstitutions sont fondées sur l'existence d'une conception généalogique de la noblesse qui avait une importance dans les processus de transmission et de légitimation sociale, tant à l'échelle individuelle qu'à celle du groupe. Autrement dit, la pratique généalogique de l'historien, fondée sur un matériau empirique et une méthode éprouvée, doit, dans l'interprétation, s'affranchir tout autant des biais intellectuels de l'érudition critique de l'époque moderne que des reconstitutions fantaisistes et légitimatrices, tout en prenant en compte les discours généalogiques changeants produits par les contemporains, dont les effets sociaux n'étaient pas négligeables, soit en conférant des moyens pour s'imposer socialement⁴⁸, soit au contraire en venant porter l'opprobre et ternir une réputation.

Élie Haddad
CNRS

⁴⁵ Archives nationales, T 159-1.

⁴⁶ Pradel de Lamase, M. de, *Les marchands de merlettes. Ou vérité passe honneurs*, Paris, Société du Grand Armorial de France, 1946.

⁴⁷ Bourdieu, P., « La parenté comme représentation et comme volonté », dans *Esquisse d'une théorie de la pratique précédée de trois études d'ethnologie kabyle*, Paris, Seuil, 2000 [1972], p. 98.

⁴⁸ Rouchon, O., « L'enquête généalogique et ses usages dans la Toscane des Médicis. Un exemple pisan de 1558 », *Annales HSS*, 1999, n° 54-3, p. 705-737.

